

## SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 23 JUIN 1927

**Rapport des Commissions de la Justice et de la Marine, chargées de l'examen du  
Projet de Loi portant revision du Code disciplinaire et pénal pour la marine  
marchande et la pêche maritime.**

*(Voir les nos 237 (session de 1925-1926), 56 et 151 (session de 1926-1927) du Sénat.)*

Présents : MM. ROSIER, président; ASOU, BOSSUYT, le baron CASIER, DE LEY, DENS, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, DESWARTE, DUCHATELEZ, FRAITURE, HICGUET, VANDERICK, le vicomte Georges VILAIN XIII et LIGY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

La loi qui édicte les mesures disciplinaires et pénales pour la marine marchande et la pêche maritime date du 21 juin 1849. Elle ne répond plus, ni aux tendances du jour, ni aux nécessités actuelles; sa revision s'imposait, et on ne peut que louer le Gouvernement d'en avoir proposé à la Législature la refonte complète.

L'Exposé des Motifs indique avec précision le but du projet et les raisons d'être des modifications à apporter aux lois en vigueur. Très sagement, le cadre du Code de 1849 a été maintenu; le projet le respecte, mais : en déterminant avec plus de précision quelles personnes seront assujetties aux dispositions à adopter (art. 3); en définissant ce que le Code entend par les mots « capitaine, officier, hommes d'équipage, marins, passagers » (art. 4); en éliminant les mesures disciplinaires surannées prévues par l'article 5 de la loi de 1849 et consistant dans le retranchement de la ration de boissons fortes, la vigie dans la hune ou sur les barres de perroquet, les fers aux pieds, le cachot, les arrêts simples et forcés, l'embarquement sur un bâtiment de l'Etat, pour ne conserver, suivant les cas, pour les officiers et marins, que la retenue de salaire ou de traitement, pour les passagers, que la consigne en

chambre et l'interdiction de monter sur le pont plus de deux heures par jour et pendant quatre jours au plus (art. 6).

Les dispositions très détaillées du chapitre II, titre I, énumèrent quelles fautes de discipline, quels crimes et délits sont punissables et quelles sanctions en assurent le respect; le titre II concerne les juridictions appelées à connaître des infractions et le titre III la forme de procéder dans les divers cas. Des dispositions spéciales sont prévues aux articles 83 à 87.

Tenant compte des faits qu'une longue expérience a révélés, les auteurs du projet ont notablement amélioré les textes assez laconiques des articles 41 et suivants de la loi de 1849 et prévu pour des cas précis des solutions spéciales que l'exposé des motifs justifie pleinement.

A deux reprises, le Gouvernement a soumis au Sénat des modifications aux propositions primitives.

Une première série d'amendements fut présentée par lui le 8 mars 1927 (Document n<sup>o</sup> 56, de 1926-1927), en vue de conférer aux autorités compétentes des ports de la colonie les pouvoirs qu'exercent, en la matière, nos consuls établis dans les ports étrangers. Il était évidemment utile de compléter le projet à ce point de vue.

Une deuxième série fut déposée au

cours de la séance du 21 juin 1927. Les amendements relatifs à l'article 4, ont pour but d'en mettre le texte en concordance avec les textes corrélatifs du projet de loi portant réglementation du contrat d'engagement maritime, voté par le Sénat le 31 mai 1927; ceux qui visent les articles 76 à 80 sont motivés par le légitime désir du Gouvernement de consacrer davantage l'autorité du capitaine en attribuant foi, jusqu'à preuve du contraire, aux procès-verbaux qu'il serait amené à dresser à raison de crimes ou délits commis pendant le voyage; enfin, le Gouvernement a très opportunément reproduit dans le projet les dispositions de la loi du 26 juin 1889, qu'il y a utilité à maintenir. Le projet contiendra ainsi toutes les prescriptions relatives à la discipline en matière de marine marchande et de pêche maritime.

Votre Commission a donné sa pleine adhésion aux propositions du Gouvernement. Elle croit, toutefois, que les observations suivantes ne seront pas inutiles.

L'article 4, paragraphe 2, énonce que le terme « officier » désigne, outre le second et les lieutenants, les « mécaniciens ». Sous l'empire de la loi du 21 juin 1849, les mécaniciens en chef, seuls, étaient, dans le silence de la loi, assimilés aux officiers. (Voir BELTJENS, *Encyclopédie du droit commercial*, t. IV, p. 1304, col. 2, al. 1.) Résulterait-il du texte nouveau que, dorénavant, tous mécaniciens seraient qualifiés officiers? Votre Commission ne pense pas qu'il en soit ainsi. Elle estime que, seuls, auront qualité d'officiers, aux termes de l'article 4, paragraphe 2, les mécaniciens qui, ayant subi l'examen requis, ont à bord la responsabilité du quart. En aucun cas, au surplus, les machinistes et chauffeurs ne seront assimilables, sous ce rapport, aux mécaniciens.

L'article 5 confère au capitaine, *sur quiconque se trouve à bord*, l'autorité que comportent le maintien de l'ordre, la sécurité du navire, des personnes et de la cargaison, ainsi que la bonne fin de

l'expédition. Les mots : « quiconque se trouve à bord » comprennent nécessairement n'importe qui a été embarqué ou a pris place à bord, à quelque titre que ce soit; aussi bien ceux qui ont été régulièrement inscrits aux rôles d'équipage que ceux qui se trouvent irrégulièrement sur le navire, notamment, ceux que visaient les lois du 26 juin 1889 et du 28 juillet 1923.

Le paragraphe 2 du même article accorde au capitaine, aux fins renseignées au paragraphe 1<sup>er</sup>, tous les moyens utiles de coercition et lui permet de requérir quiconque se trouve à bord de lui prêter main-forte.

Votre Commission croit devoir insister sur la nécessité absolue de n'admettre à l'autorité du capitaine, à ce point de vue, d'autres tempéraments que ceux que commande l'humanité. Si des hommes à bord se rebellent, s'ils refusent d'obéir aux ordres du capitaine, celui-ci doit pouvoir briser leur résistance par la force, même par la mise en sûreté.

Il faut, en effet, qu'à bord, l'autorité du capitaine soit, sans discussion, respectée; le salut du navire et celui de l'équipage ne peuvent dépendre de la mauvaise volonté ou de l'inertie d'un subordonné. Les peines à infliger par les juridictions compétentes seront prononcées indépendamment des mesures urgentes que le capitaine aurait prises.

Les amendements aux articles 81 et 82 ont uniquement pour but de mieux préciser les situations : l'article 81 prévoit le cas où le capitaine a négligé de procéder à une instruction au sujet d'infractions commises à bord; l'article 82 est relatif aux infractions commises par le capitaine lui-même. Ces textes sont ainsi mieux ordonnés.

Votre Commission, d'accord avec le Gouvernement, émet le vœu que le Sénat aborde sans délai l'examen du projet, qu'à l'unanimité de ses membres elle prie la Haute Assemblée d'adopter.

*Le Président,*  
ALF. ROSIER.

*Le Rapporteur,*  
A. LIGY.

## BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 23 JUNI 1927

**Verslag uit naam van de Commissie van Justitie en van Zeewezen, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij.**

*(Zie de n<sup>o</sup> 237 (zitting 1925-1926), 56 en 151 (zitting 1926-1927) van den Senaat.)*

Aanwezig : de heeren ROSIER, voorzitter ; ASOU, BOSSUYT, BARON CASIER, DE LEY, DENS, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, DESWARTE, DUCHATELEZ, FRAITURE, HICGUET, VANDERICK, Burggraaf Georges VILAIN XIII en LIGY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De wet die de tucht- en de strafmaatregelen voor de koopvaardij en de zeevisscherij uitvaardigt, dagteekent van 29 Juni 1849. Zij beantwoordt niet meer, noch aan de huidige strekkingen, noch aan de hedendaagsche vereischen; haar herziening was geboden en de Regeering verdient onzen dank wijl zij de volledige omwerking ervan aan de Wetgeving heeft voorgesteld.

De Toelichting omschrijft duidelijk het doel van het ontwerp en de redenen der wijzigingen die aan de bestaande wetten moeten toegebracht worden. Het kader van het Wetboek van 1849 werd zeer wijselijk behouden; het ontwerp eerbiedigt het, doch het bepaalt duidelijker welke personen zullen onderworpen zijn aan de voorgestelde beschikkingen (art. 3); het omschrijft wat het Wetboek verstaat onder de benamingen « kapitein, officieren, schepelingen, zeelieden, passagiers » (art. 4); het schakelt de verouderde tuchtmaatregelen uit die voorzien werden bij artikel 5 der wet van 1849 en bestonden in het afhouden van het rantsoen sterke dranken, den uitkijk boven in de mars of op de bramzaling, de ijzers aan de voeten, het cachot, gewoon en dwangarrest, de inscheping op

een Staatsvaartuig; het handhaaft voor de officieren en zeelieden slechts de inhouding van het loon of de wedde en voor de passagiers het kamerarrest en het verbod, gedurende ten hoogste vier dagen, meer dan twee uren per dag op het dek te komen (art. 6).

In de zeer omstandige bepalingen van titel I, hoofdstuk II, worden de vergrijpen tegen de tucht, de scheepvaartwanbedrijven en misdaden opgesomd die strafbaar zijn, evenals de straffen die er op staan; titel II voorziet de rechtsmacht die bevoegd is om van de misdrijven kennis te nemen en titel III bepaalt de rechtspleging in de onderscheiden gevallen. Bijzondere bepalingen worden voorzien bij de artikelen 83 en 87.

Rekening houdend met de feiten die een lange ondervinding hebben doen uitschijnen, hebben de stellers van het ontwerp de eenigszins laconische teksten van de artikelen 41 en volgende der wet van 1849 merkkelijk verbeterd en voor duidelijke gevallen bijzondere oplossingen voorzien die in de Toelichting volkomen worden gebillijkt.

De Regeering heeft twee reeksen amendementen ter verbetering van het oorspronkelijk ontwerp bij den Senaat ingediend.

Een eerste reeks, overgelegd op 8 Maart 1927 (stuk n<sup>r</sup> 56, 1926-1927), heeft voor doel aan de bevoegde overheid van de havens der kolonie de macht toe te kennen die onze consuls, in de vreemde havens gevestigd, ter zake uitoefenen. Het was blijkbaar doelmatig het ontwerp in dat opzicht aan te vullen.

Een tweede reeks werd ingediend in den loop der vergadering van 21 Juni 1927. De amendementen betreffende artikel 4 hebben voor doel den tekst van het ontwerp in overeenstemming te brengen met den tekst van het wetsontwerp tot regeling van de arbeiders-overeenkomst wegens scheepsdienst, door den Senaat gestemd op 31 Mei 1927, deze welke slaan op de artikelen 76 tot '80 worden gewettigd door den billijken wensch van de Regeering het gezag van den kapitein beter te vestigen met, tot het bewijs van het tegendeel, de processen-verbaal rechtsgeldig te maken die hij zou opgemaakt hebben uit hoofde van misdrijven of wanbedrijven tijdens de reis gepleegd; ten slotte heeft de Regeering zeer gepast in het ontwerp de beschikkingen overgenomen van de wet van 26 Juni 1889, wier behoud nuttig is. Het ontwerp zal aldus al de voorschriften bevatten betreffende de tucht in zake koopvaardij en zeevisscherij.

Uw Commissie stemt ten volle in met de voorstellen van de Regeering. Zij meent evenwel dat de volgende beschouwingen niet overbodig zullen zijn.

Artikel 4, lid 2, vermeldt dat onder « officier » wordt verstaan, benevens de eerste stuurman en de overige stuurlieden, de « mecaniciens ». Onder de wet van 21 Juni 1849, waren de hoofdmechaniciens alleen, stilzwijgenderwijze, met de officieren gelijkgesteld. (Zie BELTJENS, *Encyclopédie du droit commercial*, d. IV, bl. 1304, 2<sup>e</sup> kol., 2<sup>e</sup> lid.) Zou uit den nieuwen tekst voortvloeien dat voortaan alle mecaniciens als officieren worden beschouwd? Uw Commissie denkt niet dat zulks het geval is. Zij meent dat alleen, naar luid van artikel 4, tweede

lid, deze mecaniciens als officier moeten beschouwd worden die aan boord de verantwoordelijkheid van de wacht hebben, na de vereischte proef doorstaan te hebben. In geen enkel geval zullen bovendien de machinisten en stokers in dit opzicht gelijk gesteld kunnen worden met de mecaniciens.

Artikel 5 kent aan den kapitein, *over alwie zich aan boord bevindt*, het gezag toe vereischt voor de handhaving van de orde, voor de veiligheid van het schip, personen en lading, alsmede voor den goeden afloop van den tocht. De woorden « alwie zich aan boord bevindt » omvatten noodzakelijkerwijze om 't even wie ingescheept werd of plaats genomen heeft aan boord, te welken titel het ook zij, zoowel degenen die regelmatig op de monsterrol ingeschreven staan als degenen die zich op onregelmatige wijze op het vaartuig bevinden, namelijk zij die bedoeld worden bij de wetten van 26 Juni 1889 en van 28 Juli 1923.

Lid 2 van bedoeld artikel verleent aan den kapitein, ter uitvoering van lid 1, alle nuttige middelen van dwang en machtigt hem al wie zich aan boord bevindt op te vorderen om hem daarbij behulpzaam te zijn.

Uw Commissie meent te moeten aandrigen op de volstreekte noodzakelijkheid op dit gebied voor het gezag van den kapitein geen andere verzachtingen te aanvaarden dan deze welke de menschelijkheid gebiedt. Indien mannen aan boord aan 't muiten slaan, indien zij weigeren aan de bevelen van den kapitein te gehoorzamen, dan moet deze hun weerstand kunnen breken door de macht, zelfs door de opsluiting. Het gezag van den kapitein aan boord moet inderdaad, zonder bespreking, geëerbiedigd worden; het lot van het vaartuig of van de bemanning mag niet afhangen van den slechten wil of van het verzet van een onderhoorige. De straffen uit te spreken door de bevoegde rechtsmacht, zullen uitgesproken worden afgezien van de dringende maatregelen die de kapitein mocht genomen hebben.

De amendementen bij de artikelen 81 en 82 hebben uitsluitend voor doel de toestanden beter te verduidelijken: artikel 81 voorziet het geval waarbij de kapitein verwaarloosd heeft een onderzoek in te stellen aangaande misdrijven aan boord gepleegd; artikel 82 slaat op de misdrijven door den kapitein zelf begaan. Deze teksten worden aldus beter geordend.

In overleg met de Regeering drukt

uw Commissie den wensch uit dat de Senaat zonder uitstel het onderzoek aanvangt van het ontwerp, dat zij eenparig de Hooge Vergadering verzoekt aan te nemen.

*De Voorzitter,*  
ALF. ROSIER.

*De Verslaggever,*  
A. LIGY.

## SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1926-1927

**Projet de Loi portant revision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime.**

**Amendements présentés par le Gouvernement et acceptés par la Commission**

### ART. 4.

I. — Modifier l'alinéa 2 comme suit :

Le terme « capitaine » désigne toute personne à qui est confié le commandement du navire ou qui l'exerce en fait.

II. — Supprimer à l'alinéa 4 le mot « toutes ».

III. — Modifier l'alinéa 5 comme suit :

Le terme « marin » désigne toute personne inscrite au rôle d'équipage, à l'exclusion des officiers.

IV. — Supprimer à l'alinéa 6 le mot « toutes ».

V. — Ajouter *in fine* :

Les expressions « à l'étranger » et « ports étrangers » désignent tout endroit situé en dehors du royaume. Les termes « royaume » et « eaux ou ports du royaume » désignent la métropole à l'exclusion de la colonie et les eaux ou ports métropolitains à l'exclusion des eaux ou ports du Congo.

## BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1926-1927

**Wetsontwerp houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij.**

**Amendementen door de Regeering voorgesteld en door de Commissie aangenomen.**

### ART. 4.

I. — Alinea 2 te wijzigen als volgt :

Onder « kapitein », elke persoon aan wien het bevel op het schip is toevertrouwd of die dit bevel feitelijk voert.

II. — Bij alinea 4 het woord « al » te doen wegvallen.

III. — Alinea 5 te wijzigen als volgt :

Onder « zeelieden » de op de monsterrol ingeschreven personen, met uitsluiting van de officieren.

IV. — Bij alinea 6 het woord « al » te doen wegvallen.

V. — Aan het slot toe te voegen :

Onder de uitdrukkingen « in het buitenland » en « vreemde havens », elke buiten het Rijk gelegen plaats. Onder de woorden « Rijk » en « wateren of havens van het Rijk », het moederland met uitsluiting van de kolonie, en de wateren of havens van het moederland, met uitsluiting van de wateren of havens van Congo.

ART. 30.

Modifier comme suit :

« Toute personne embarquée qui aura outragé par paroles, faits, gestes ou menaces le capitaine, un officier du bord, un commissaire maritime de la métropole ou de la colonie ou un consul dans l'exercice de leurs fonctions... »

ART. 44.

Ajouter un alinéa 2, libellé comme suit:

« Quiconque, à l'exception des agents de l'autorité, agissant dans l'exercice de leurs fonctions, aura accosté un navire ou y aura amarré une embarcation, avant le licenciement de l'équipage de ce navire et malgré la défense du capitaine ou d'un officier du bord délégué par le capitaine, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à cent francs ou de l'une de ces peines seulement. »

ART. 46bis (nouveau).

Insérer après l'article 46 un nouvel article libellé comme suit :

« ART. 46bis (nouveau). — Quiconque aura, à bord d'un navire de mer distribué ou vendu des boissons alcooliques ou fermentées soit à l'équipage, soit à toute autre personne se trouvant à bord, s'il ne fait point partie des fournisseurs agréés par le capitaine du navire, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à cent francs. »

ART. 47.

Modifier comme suit l'alinéa premier :

« Tout capitaine qui aura laissé à terre, dans la colonie sans en aviser le commissaire maritime ou à l'étranger sans en aviser le consul ou, à défaut, l'autorité locale, un homme d'équipage... »

ART. 30.

Te wijzigen als volgt :

« Elke opvarende, die den kapitein, een officier van het schip, een waterschout van het moederland of van de kolonie of een consul in de uitoefening of... »

ART. 44.

Een alinea 2 bij te voegen, luidende als volgt :

« Hij die, met uitsluiting van de bedienden der overheid, optredend in het uitoefenen van hunne bediening, bij een schip aangelegd, er een vaartuig tegengemeerd zal hebben, vooraleer de bemanning van dit schip ontslagen is, in weerwil van het verbod des kapiteins of van den officier afgevaardigd door den kapitein, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maand en met geldboete van zes en twintig frank tot honderd frank of met een van die straffen alleen. »

ART. 46bis (nieuw).

Na artikel 46, een nieuw artikel in te voegen luidend als volgt :

« ART. 46bis (nieuw). — Hij die, aan boord van een zeeschip sterke of gegiste dranken zal uitgedeeld of verkocht hebben, hetzij aan de bemanning, hetzij aan alle personen zich aan boord bevindende, zal, wanneer hij niet behoort tot de leveranciers door den kapitein aangesteld, gestraft worden met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maand en met geldboete van zes en twintig frank tot honderd frank. »

ART. 47.

Het eerste lid te wijzigen als volgt :

« Elke kapitein die een zieken of gekwetsten schepeling aan wal achterlaat, in de kolonie zonder den waterschout of, in het buitenland, zonder den consul of, bij gebreke, de plaatselijke overheid daarvan kennis te geven, of... »

## ART. 70.

Modifier comme suit :

« Le droit de statuer sur les fautes de discipline et de prononcer les peines est attribué, sans recours :

» 1<sup>o</sup> Aux commissaires maritimes des ports du royaume;

» 2<sup>o</sup> Aux commissaires maritimes des ports du Congo et aux consuls belges résidant dans les ports étrangers;

» 3<sup>o</sup> Au capitaine du navire. »

## ART. 71.

Modifier comme suit :

« Ce droit s'exerce de la manière suivante :

» 1<sup>o</sup> Quand le navire est dans un port belge, le droit de discipline appartient au commissaire maritime et c'est à lui que le capitaine doit adresser sa plainte;

» 2<sup>o</sup> Quand le navire est dans un port de la colonie ou dans un port étranger, le droit de discipline appartient au commissaire maritime colonial ou au consul à qui la plainte doit être adressée par le capitaine;

» 3<sup>o</sup> En mer et même dans un port en l'absence des autorités ci-dessus dénommées, le capitaine du navire applique les peines de discipline, sauf à en rendre compte au commissaire maritime du port d'arrivée en Belgique et dans l'entretemps, au premier port où le navire relâchera, au consul ou, éventuellement, au commissaire maritime colonial.

» Les commissaires maritimes des ports du royaume prononcent les peines pour toutes les fautes de discipline commises au cours du voyage et sur lesquelles les commissaires maritimes des ports de la colonie ou les consuls n'ont pas statué. »

## ART. 70.

Te wijzigen als volgt :

« Het recht om over vergrijpen tegen de tucht te beslissen en de straffen uit te spreken is, zonder verhaal, toegekend :

» 1<sup>o</sup> Aan de waterschouten van de havens van het Rijk;

» 2<sup>o</sup> Aan de waterschouten van de havens van Congo en aan de Belgische consuls in de vreemde havens verblijvend;

» 3<sup>o</sup> Aan den kapitein van het schip. »

## ART. 71.

Te wijzigen als volgt :

« Dit recht wordt op de volgende wijze uitgeoefend :

» 1<sup>o</sup> Wanneer het schip in een Belgische haven ligt, behoort het recht van tucht aan den waterschout en moet de kapitein zijne klacht bij hem indienen;

» 2<sup>o</sup> Wanneer het schip in een haven van de kolonie of in een vreemde haven ligt, behoort het recht van tucht aan den waterschout van de kolonie of aan den consul bij wien de kapitein de klacht moet indienen;

» 3<sup>o</sup> Op zee en zelfs in een haven bij afwezigheid van de hierboven genoemde overheden, past de kapitein van het schip de disciplinaire straffen toe, mits daarvan rekenschap te geven aan den waterschout van de haven van aankomst in België en, in den tusschen-tijd, in de eerste haven waar het schip binnenloopt, aan den consul of, in voorkomend geval, aan den waterschout van de kolonie.

» De waterschouten van de havens van het Rijk spreken de straffen uit voor alle tijdens de reis begane vergrijpen tegen de tucht, waaromtrent de waterschouten van de havens der kolonie of de consuls niet beslist hebben. »



ART. 73.

Ajouter un quatrième alinéa comme suit :

« Toutefois, les tribunaux de la colonie connaîtront des crimes et des délits maritimes dont se rendront coupables les marins indigènes de la colonie enrôlés à bord d'un navire belge, soit dans un port de la colonie, soit dans un port belge ou étranger, si le navire aborde dans un port de la colonie. Ces tribunaux prononceront les peines établies par la présente loi mais dans les formes et suivant les règles de compétence prévues par les lois de la colonie. »

ART. 74.

Alinéa 1<sup>er</sup>. — Modifier comme suit :

« Si le fait déféré au tribunal correctionnel ou aux tribunaux de la colonie ne constitue qu'une faute de discipline.. »

ART. 76. —

Ajouter un alinéa 3, libellé comme suit:

« Le procès-verbal ainsi dressé fera foi jusqu'à preuve du contraire. »

ART. 77.

Rédiger cet article comme suit :

« Au premier port étranger ou de la Colonie où le capitaine abordera, il remettra les procès-verbaux qu'il aura dressés au consul ou au commissaire maritime de la colonie qui en informeront immédiatement le procureur du Roi du ressort.

» Le consul complétera au besoin l'instruction et fera, s'il le juge nécessaire, débarquer le prévenu pour l'envoyer avec les pièces du procès dans un port du royaume, ou, si le coupable est un indi-

ART. 73.

Een vierde lid toe te voegen luidende :

« De rechtbanken van de kolonie nemen evenwel kennis van de scheepvaartmisdrijven en scheepvaartwanbedrijven, waaraan zich schuldig maken de zeelieden, inboorlingen van Congo, aangemonsterd op een Belgisch schip, hetzij in een haven van de kolonie, hetzij in een Belgische of vreemde haven, indien het schip in een haven van de kolonie binnenloopt. Deze rechtbanken spreken de bij deze wet gestelde straffen uit, doch in den vorm en volgens de regelen in zake bevoegdheid bij de wetten van de kolonie voorzien. »

ART. 74.

Eerste lid. — Te wijzigen als volgt :

« Indien het voor de correctioneele rechtbank of voor de rechtbanken van de kolonie gebrachte feit slechts een vergrijp is tegen de tucht... »

ART. 76.

Een alinea 3 bij te voegen, luidende als volgt :

« Het proces-verbaal alzoo opgemaakt zal rechtsgeldig zijn tot het bewijs van het tegendeel. »

ART. 77.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

« In de eerste haven van het buitenland of van de kolonie welke de kapitein aandoet, overhandigt hij de door hem opgemaakte processen-verbaal aan den consul of aan den waterschout van de kolonie; deze geeft daarvan onmiddellijk kennis aan den procureur des Konings van het gebied.

» De consul zet desnoods het onderzoek voort en doet den beklaagde, zoo hij het noodig oordeelt, ontschepen om hem met de stukken van het geding naar een haven van het Rijk of, indien de schul-

gène du Congo et s'il y a possibilité, dans un port de la colonie. Le procureur du Roi de la colonie, après avoir au besoin complété l'instruction, fera, s'il le juge nécessaire, arrêter le prévenu et, suivant le cas, le fera poursuivre devant les tribunaux de la colonie ou le renverra dans un port de la métropole. »

## ART. 78.

Modifier comme suit :

« Au premier port belge où le capitaine abordera, il remettra les procès-verbaux qu'il aura dressés, au commissaire maritime qui les transmettra immédiatement au procureur du Roi... »

## ART. 79.

Rédiger cet article comme suit :

« Si les faits se sont passés en Belgique, le capitaine déposera ses procès-verbaux entre les mains du commissaire maritime au plus tard le lendemain du jour où le crime ou le délit aura été découvert; s'ils se sont passés dans un port de la colonie ou à l'étranger, dans une localité où réside un consul, il les déposera, dans le même délai, auprès du commissaire maritime colonial ou du consul; et si les faits ont eu lieu soit pendant ou après l'appareillage, soit en mer, soit dans une localité étrangère où il n'y a pas de consul de Belgique, il les déposera, dans le même délai, entre les mains du commissaire maritime ou du consul du premier port où le navire abordera. »

## ART. 80.

Rédiger cet article comme suit :

« Les consuls et les commissaires maritimes du royaume et de la colonie dresseront acte de la comparution du capitaine et de ses déclarations; leurs procès-

dige een inboorling van Congo is, zoo mogelijk, naar een haven van de kolonie te zenden. Na het onderzoek desnoods te hebben voortgezet, doet de procureur des Konings in de kolonie den beklagde, zoo hij het noodig oordeelt, aanhouden en, volgens het geval, vervolgt hij hem voor de rechtbanken van de kolonie of zendt hem naar een haven van het moederland terug. »

## ART. 78.

Te wijzigen als volgt :

« In de eerste Belgische haven, welke de kapitein aandoet, overhandigt hij de processen-verbaal welke hij opgemaakt heeft aan den waterscout die ze aan den procureur des Konings van het arrondissement onmiddellijk laat worden, en zoo... »

## ART. 79.

Dit artikel te doen luiden :

« Zoo de feiten in België zijn bedreven, dient de kapitein zijne processen-verbaal in bij den waterschout uiterlijk den dag na dien waarop de misdaad of het wanbedrijf werd ontdekt; indien zij bedreven zijn in een haven van de kolonie of in het buitenland, in een plaats waar een consul verblijf houdt, dient hij ze in binnen hetzelfde tijdsverloop bij den waterschout van de kolonie of bij den consul; en indien zij zijn bedreven hetzij tijdens of na de afvaart, hetzij op zee, hetzij in eene buitenlandsche plaats waar er geen consul van België is, dan dient hij ze, binnen hetzelfde tijdsverloop, in bij den waterschout of den consul van de eerste haven, waar het schip binnenloopt. »

## ART. 80.

Dit artikel te doen luiden :

« De consuls en de waterschouten van het Rijk en de kolonie zullen akte opmaken van de verschijning van den kapitein en van zijne verklaringen; de inhoud van

verbaux feront foi de ce qu'ils constatent jusqu'à preuve du contraire.

» Les procès-verbaux dressés par les consuls seront enregistrés à la chancellerie du consulat et transmis ensuite au Ministère des Affaires Etrangères, qui les fera parvenir avec les annexes au procureur du Roi du royaume ou de la colonie.

» Les procès-verbaux dressés par les commissaires maritimes de la colonie seront transmis avec les annexes, au procureur du Roi du ressort qui y donnera la suite qu'ils comportent ou les renverra au commissaire maritime du port d'Anvers. Celui-ci les fera parvenir à son tour au procureur du Roi compétent.

» Une expédition certifiée conforme sera en outre délivrée par le commissaire maritime de la colonie ou par le consul au capitaine, lequel sera tenu de la déposer dans les vingt-quatre heures entre les mains du commissaire maritime du port d'arrivée dans le royaume.»

ART. 81.

Rédiger cet article comme suit :

« En l'absence de procès-verbal dressé par le capitaine, les commissaires maritimes du royaume et de la colonie, les consuls ainsi que les agents de l'autorité compétente, agissant d'office ou sur dénonciation, procéderont à une enquête sommaire et préparatoire. Les commissaires maritimes du royaume transmettent d'urgence leur rapport au procureur du Roi compétent. Les commissaires maritimes de la colonie et les consuls les transmettent sans délai, comme il est dit à l'article précédent. »

ART. 82.

Rédiger cet article comme suit :

« Les commissaires maritimes et les consuls poursuivent d'office ou sur dénonciation les infractions commises par

hunne processen-verbaal is rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel.

» De processen-verbaal opgemaakt door de consuls worden geregistreerd in de kanselarij van het consulaat en vervolgens aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken gezonden, dat ze, met de bijlagen, aan den procureur des Konings van het Rijk of van de kolonie doet geworden.

» De door de waterschouten van de kolonie opgemaakte processen-verbaal worden, met de bijlagen, aan den procureur des Konings van het gebied gezonden, welke er het noodige gevolg aan geeft of ze naar den waterschout van de haven van Antwerpen terugzendt. Laatstgenoemde doet ze op zijne beurt aan den bevoegden procureur des Konings geworden.

» Een echt verklaarde uitgifte wordt bovendien door den waterschout van de kolonie of door den consul uitgereikt aan den kapitein die gehouden is ze binnen de vier en twintig uur neer te leggen in handen van den waterschout van de haven van aankomst in het Rijk. »

ART. 81.

Te doen luiden :

« Bij gebrek aan proces-verbaal opgemaakt door den kapitein, gaan de waterschouten van het Rijk en van de kolonie, de consuls, alsmede de ambtenaren van het bevoegde gezag, handelende van ambtswege of op aangifte, over tot een summier en voorbereidend onderzoek. De waterschouten van het Rijk zenden hun verslag bij hoogdringendheid aan den bevoegden procureur des Konings. De waterschouten van de kolonie en de consuls zenden het onverwijld op, zooals gezegd is in het vorig artikel. »

ART. 82.

Dit artikel te doen luiden :

« De waterschouten en de consuls die ambtshalve of op aangifte de door kapiteins gepleegde misdrijven vervol-

les capitaines et procèdent comme il est dit à l'article précédent.

» Les commissaires maritimes et les consuls feront débarquer le capitaine si, par suite de la gravité des faits qui lui sont reprochés, la sécurité du navire ou des personnes embarquées l'exige.

» Ils assureront son renvoi dans un port du royaume par la voie la plus rapide et prendront autant que possible, d'accord avec l'armement, les mesures nécessaires pour le remplacement du capitaine ainsi débarqué. »

ART. 87.

Rédiger cet article comme suit :

« Sont abrogés par la présente loi, les lois du 21 juin 1849, formant le Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime; les lois des 13 avril 1851 et 23 mai 1854; la loi du 26 juin 1889 portant répression des excès des runners et du colportage des boissons alcooliques à bord des navires de mer, ainsi que les alinéas 2 et 3 de l'article 6 de la loi du 30 juillet 1926 modifiant la loi précitée de 1849; la loi du 28 juillet 1923 portant répression des embarquements en fraude de personnes; les alinéas 3, 4 et 5 de l'article 255 du livre II du Code de commerce; l'alinéa 2 de l'article 265 du livre II du même Code; les articles 17 et 18 de la loi du 20 septembre 1903 sur les lettres de mer; les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 138 de la loi du 31 décembre 1851 sur les consulats et la juridiction consulaire; la loi du 27 mai 1890 relative à l'exercice de la profession de patron pêcheur. »

gen, handelen zooals gezegd in het vorig artikel. »

» De waterschouten en de consuls doen den schuldigen kapitein ontscheppen, indien zulks, ten gevolge van de zwaarte van de hem ten laste gelegde feiten, voor de veiligheid van het schip of van de opvarenden vereischt wordt.

» Zij zorgen voor zijne terugzending naar een haven van het Rijk langs den snelsten weg en nemen voor zoover mogelijk in overleg met de reederij, de noodige maatregelen voor de vervanging van den aldus ontscheepten kapitein. »

ART. 87.

Dit artikel te doen luiden :

« Bij deze wet worden ingetrokken de wetten van 21 Juni 1849, vormende het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij; de wetten van 13 April 1851 en 23 Mei 1854; de wet van 26 Juni 1889 ter beteugeling van de ongeregeldheden der runners en van het rondventen van sterke dranken aan boord van zeeschepen, alsmede de alinea's 2 en 3 van artikel 6 van de wet van 30 Juli 1926 tot wijziging van voornoemde wet van 1849; de wet van 28 Juli 1923 tot beteugeling van het ter sluik inschepen van personen; het derde, vierde en vijfde lid van artikel 255 van boek II van het Wetboek van koophandel; het tweede lid van artikel 265 van boek II van hetzelfde Wetboek; de artikelen 17 en 18 van de wet van 20 September 1903 op de zeebrieven; het eerste en tweede lid van artikel 138 van de wet van 31 December 1851 op de consulaten en de consulaire rechtsmacht; de wet van 27 Mei 1890 betreffende het uitoefenen van het beroep van schipper ter visscherij. »